

LA REGIO BASILIENSIS, ACTEUR UNIQUE DE LA COOPÉRATION TRI- NATIONALE



Les drapeaux suisse, français et allemand à Weil am Rhein, du côté helvétique du point où se rejoignent les frontières des trois pays. Photo : Pikist

Le Taurillon s'est entretenu avec Manuel Friesecke, secrétaire général (Geschäftsführer) de la Regio Basiliensis, une association suisse basée à Bâle qui représente les intérêts de la Confédération dans la région du Rhin supérieur, une région trinationale profondément marquée par la coopération transfrontalière. Alors que la Suisse vote aujourd'hui sur une initiative qui vise à supprimer la liberté de circulation avec l'UE, comment la Regio Basiliensis agit-elle pour promouvoir les enjeux transfrontaliers, d'une importance cardinale pour Bâle comme pour la Suisse en général ?

La Regio Basiliensis a été fondée en 1963, sur initiative des cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne. Quel était l'objectif de la création de cette association et pensez-vous que cet objectif a été atteint aujourd'hui ?

Le Rhin supérieur peut se targuer d'une longue tradition de collaboration transfrontalière. Alors que les frontières nationales étaient relativement perméables jusqu'à la Première Guerre mondiale, elles sont devenues un problème pour la région des Trois-

Pays à l'issue des deux conflits mondiaux. Il était donc nécessaire de rétablir les réseaux transfrontaliers après la Deuxième Guerre mondiale.

La fondation de la Regio Basiliensis en 1963 en tant qu'initiative privée avait pour objectif de développer une nouvelle plate-forme suisse pour la coopération transfrontalière afin de comprendre et de renforcer le dialogue et les échanges avec les partenaires allemands et français. Lorsqu'on considère sur la situation actuelle, on peut constater que cet objectif a été atteint. L'association initie et accompagne des projets transfrontaliers, tels que le Regio S-Bahn (un réseau de transport urbain trinational) ou l'obtention d'une vue d'ensemble des données économiques et structurelles.

En outre, depuis 1970, l'association est l'organe de coordination des cinq cantons de Suisse du Nord-Ouest et une plate-forme de réseautage pour la coopération transfrontalière. Elle gère par ailleurs les fonds de la Nouvelle Politique Régionale pour le compte de la Confédération. Enfin, la Regio Basiliensis intervient en tant que prestataire de services sur les sujets en lien avec la population, l'économie, la science et la politique.

Quelles sont les réalisations concrètes de la Regio Basiliensis dans le domaine transfrontalier depuis sa création ?

La Regio Basiliensis a contribué à la naissance de nombreux projets transfrontaliers. On peut par exemple citer le RER trinational de Bâle, les cursus d'enseignement bi- et trinationaux, le Pass Musées du Rhin supérieur, le centre d'information transfrontalier INFOBEST PALMRAIN, le cluster BioValley ou la liaison ferroviaire desservant l'EuroAirport.

Depuis les débuts d'Interreg, nous coordonnons les activités côté suisse et nous avons contribué à la réalisation de nombreux projets couronnés de succès. Avec la liste des questions en suspens, nous recueillons les demandes de la population et des acteurs économiques en matière de coopération et nous les transmettons aux responsables politiques. En tant qu'organisation à la fois privée et publique, nous pouvons garantir la coordination et l'échange entre les différentes parties prenantes.

Vous êtes notamment une plateforme d'informations pour sensibiliser les citoyens à la coopération transfrontalière et aux relations Suisse-UE. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur votre stratégie de communication auprès du public ?

La région frontalière trinationale du Rhin supérieur doit continuer de mettre l'accent sur la protection de la voie bilatérale et de la liberté de circulation des personnes entre la Suisse et l'UE pour le bien de l'espace économique de la Suisse du Nord-Ouest et du Rhin supérieur. Ce facteur est important pour la préservation de bonnes conditions-cadres économiques, pour la perméabilité des frontières et pour une coopération efficace au sein de la région. Les interdépendances économiques, culturelles et sociales sont fortes entre les trois pays : quelques 70 000 frontaliers originaires d'Allemagne et de France se rendent chaque jour au travail en Suisse du Nord-Ouest. L'amélioration de l'accès au marché intérieur de l'UE rendue possible par les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE est de première importance pour le secteur des exportations et les entreprises, ainsi que pour leurs sous-traitants.

Il est donc crucial de montrer à tous l'importance capitale des relations bilatérales entre la Suisse et l'UE. La Suisse et l'UE sont des partenaires commerciaux majeurs. 52% des exportations suisses sont réalisées sur le marché intérieur européen. 70% de nos importations proviennent de l'UE. Il est donc primordial de préserver la base contractuelle de ces relations commerciales étroites et de continuer à les développer.

L'une des principales missions de la Regio Basiliensis est de représenter les intérêts des cantons de la « Suisse du Nord-Ouest » dans les instances de coopération du Rhin Supérieur, via le service de coordination intercantonal auprès de la Regio Basiliensis (IKRB). Comment cet organe assez unique fonctionne-t-il ?

Le service de coordination intercantonal auprès de la Regio Basiliensis (IKRB) assure des prestations au nom de et au profit des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie, de Soleure et du Jura en qualité de bureau de liaison commun pour la coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur. Il est régi par un contrat-cadre conclu entre les cantons de la Suisse du Nord-Ouest et l'association privée Regio Basiliensis. L'IKRB garantit une participation concertée et efficace des cantons de la Suisse du Nord-Ouest à la coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur et au niveau européen.

Quelle est la nature de votre coopération avec les autres instances de gouvernance de la région du Rhin supérieur ? (Eurodistrict trinational de Bâle, Regio-TriRhena, Infobest PALMRAIN...)

La Regio Basiliensis coordonne les instruments de coopération suivants : Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur, Eurodistrict trinational de Bâle, INFOBEST PALMRAIN, la Nouvelle Politique Régionale (NPR) de la Confédération et Interreg Rhin supérieur. Côté français et côté allemand, il n'existe pas d'organisation de ce type. Notre mission consiste à coordonner les positions côté suisse et à échanger à ce sujet avec les partenaires situés de l'autre côté de la frontière. Les cantons profitent ainsi de nombreuses compétences techniques ainsi que des excellents réseaux de la Regio Basiliensis. Grâce à cette forme de gouvernance, l'engagement suisse est plus ciblé et les positions gagnent en cohérence et en intégrité.

Le 27 septembre prochain, les électeurs suisses votent sur « l'initiative de limitation » (die Begrenzungsinitiative) visant à remettre en cause la liberté de circulation entre la Suisse et l'UE, garantie dans les accords bilatéraux signés entre Berne et Bruxelles. Quelles seraient les conséquences économiques et sociales d'une telle décision dans la région de Bâle, à la frontière entre trois pays ?

Un OUI à la votation aurait de graves conséquences pour l'économie et le marché de travail dans la région du Rhin supérieur. Il ne faut pas oublier que cette initiative prévoit que la Suisse devra dénoncer la libre circulation et renégocier avec l'UE. Il y a six autres accords bilatéraux qui vont tomber et ces accords règlent notre accès au marché intérieur de l'UE. À l'heure actuelle, on ne dispose d'aucune autre solution équivalente pour le marché du travail suisse. Les systèmes de contingents menacent des emplois surtout au niveau frontalier.

Le Comité directeur de la Regio Basiliensis est d'avis que le maintien de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE est indispensable à la poursuite du développement de l'espace trinational économique. Une acceptation de l'initiative « Pour

une immigration modérée » ne constituerait pas seulement un fiasco de la politique européenne de la Suisse, mais elle handicaperait aussi à long terme l'intégration de la région des Trois-Frontières. En effet, l'initiative aurait pour conséquence que les autorisations délivrées aux frontaliers soient également contingentées. Une acceptation de l'initiative réduirait à néant le fruit des efforts entrepris au cours des dernières années dans le domaine de la coopération transfrontalière et entraînerait une perte de confiance sensible chez les partenaires et voisins de Bade-Wurtemberg et d'Alsace.